

Convention collective

**IDCC : 9352. – EXPLOITATIONS DE PÉPINIÈRES
ET D'HORTICULTURE
(Ille-et-Vilaine)
(15 octobre 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 mars 1986,
Journal officiel du 15 mars 1986)

AVENANT N° 47 DU 30 SEPTEMBRE 2014

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX

NOR : AGRS1497347M
IDCC : 9352

Entre :

Le syndicat central des horticulteurs et pépiniéristes d'Ille-et-Vilaine,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires horaires prévus au point II « Classifications » de l'article 18 de la convention collective sont modifiés comme suit :

« A. – Personnel de production

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 35 heures hebdomadaires)
101	9,53	1 445,42
102	9,82	1 489,40
201	9,87	1 496,98
202	9,93	1 506,08
301	10,04	1 522,77
302	10,14	1 537,93

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 35 heures hebdomadaires)
401	10,43	1 581,92
402	10,70	1 622,87

Les salaires ainsi définis constituent des minima, sous réserve de l'application des dispositions légales concernant le Smic.

B. – Personnel de bureau

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 35 heures hebdomadaires)
101	9,53	1 445,42
102	9,82	1 489,40
203	9,87	1 496,98
204	9,93	1 506,08
303	10,24	1 553,10
304	10,70	1 622,87

Les salaires ainsi définis constituent des minima, sous réserve de l'application des dispositions légales concernant le Smic. »

Article 2

Les salaires horaires prévus à l'article 58 de la convention collective sont modifiés comme suit :

« Personnel d'encadrement

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 35 heures hebdomadaires)
501	11,14	1 689,60
503	11,41	1 730,55
601	12,25	1 857,96
701	13,57	2 058,16

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Article 4

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au plus tôt au 1^{er} janvier 2015, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* au plus tard le 31 décembre 2014.

A défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015, elles s'appliqueront le premier jour du mois civil qui suit ladite publication.

Fait à Cesson-Sévigné, le 30 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)